Projet de règlement grand-ducal

fixant les conditions de promotion des fonctionnaires de la carrière du rédacteur à l'administration des contributions directes.

Avis du Conseil d'Etat

(7 juin 2011)

Par dépêche du 22 mars 2011 du Premier Ministre, Ministre d'Etat, le Conseil d'Etat fut saisi du projet de règlement grand-ducal sous examen, élaboré par le ministre des Finances.

Le texte du projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs constituant simultanément un commentaire des articles.

Le projet de règlement sous examen a pour objet d'adapter les matières examinées lors de l'examen de promotion de la carrière du rédacteur de l'Administration des contributions directes. Certains des changements prévus se rapportent aux matières qui feront partie du programme de formation et de l'examen de promotion. D'autres sont destinées à conformer la réglementation propre à l'Administration des contributions directes à la réglementation générale.

Par dépêche du 1^{er} juin 2011, l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été communiqué au Conseil d'Etat.

Examen des articles

Article 1^{er}

Il y a lieu d'ajouter dans l'article 1^{er}, derrière les mots « rédacteur principal » ceux de « à l'Administration des contributions directes ».

Article 2

Pour ce qui est du paragraphe 7, dernier alinéa: L'attribution de la même note (la moitié du maximum des points attachés à la branche examinée), lors du deuxième classement, à tous les candidats ayant réussi l'examen d'ajournement, aura pour effet que le résultat de l'examen d'ajournement ne jouera pas de rôle quant au classement relatif des candidats ajournés entre eux. Le Conseil d'Etat estime au contraire que le résultat de l'examen d'ajournement devrait, le cas échéant, provoquer des changements dans le classement entre eux des candidats ajournés.

Il y a également lieu de préciser qu'il s'agit de la commission « d'examen » qui procède au classement des candidats.

Articles 3 à 6

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 7 juin 2011.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Schroeder